

Principaux résultats

Durant l'année 2009, les fonds de pension ont connu un taux de rendement réel des investissements positif, soit 6.5 % en moyenne. En dépit de ce redressement, au 31 décembre 2009, la valeur de leurs actifs était encore inférieure de 9 % au niveau de 2007, en moyenne. En 2009, les fonds de réserve publics ont regagné le terrain perdu pendant la crise de 2008. Fin 2009, le montant total des actifs de ces fonds était en moyenne plus élevé qu'à la fin de l'année 2008 (+7.3 %) et qu'en décembre 2007 (+13.9 %).

En 2008, les fonds de pension ont connu, dans les pays de l'OCDE, un rendement moyen négatif de 22.5 % en termes réels. Durant l'année 2009, ces fonds ont regagné en valeur de marché quelque 1 500 milliards USD sur les 3 500 milliards USD qu'ils avaient perdus en 2008 (leur valeur étant revenue de 18 700 milliards USD en décembre 2007 à 15 300 milliards USD en décembre 2008).

Les fonds de pension ont affiché, en moyenne, un taux de rendement des investissements positif en termes réels (6.5 %) à fin 2009. Les performances de ces fonds se situent dans la fourchette 10-15 % dans la plupart des pays de l'OCDE en 2009. Dans la zone OCDE, les fonds de pension qui ont obtenu les meilleurs rendements en 2009 sont ceux du Chili (23 %), de Hongrie (17 %), des Pays-Bas, (16 %) et du Luxembourg (14 %). En revanche, dans des pays comme la Corée ou la République tchèque, ces fonds ont en moyenne connu des taux de rendement des investissements faiblement positifs (inférieurs à 5 %). Les fonds de pension islandais ont même enregistré un résultat négatif en 2009 (-10 %).

En dépit de ce redressement, les actifs des fonds de pension n'ont pas encore retrouvé, dans la plupart des pays de l'OCDE, les niveaux atteints fin 2007 et il faudra encore quelque temps avant que les pertes de 2008 ne soient complètement effacées. Dans les pays pour lesquels les informations sont disponibles, le montant des actifs des fonds de pension était en moyenne, à la date du 31 décembre 2009, inférieur de 9 % à celui de décembre 2007. Toutefois, certains pays ont déjà complètement effacé les pertes de 2008. C'est le cas de l'Autriche (fin 2009, la valeur des actifs était supérieure de 4.0 % à celle de décembre 2007), du Chili (8.4 %), de l'Estonie (34.4 %), de la Hongrie (23.3 %), de l'Islande (3.5 %), d'Israël (60.9 %), de la Nouvelle-Zélande (11.3 %), de la Norvège (9.2 %), de la Pologne (28.3 %) et de la Slovaquie (45.2 %).

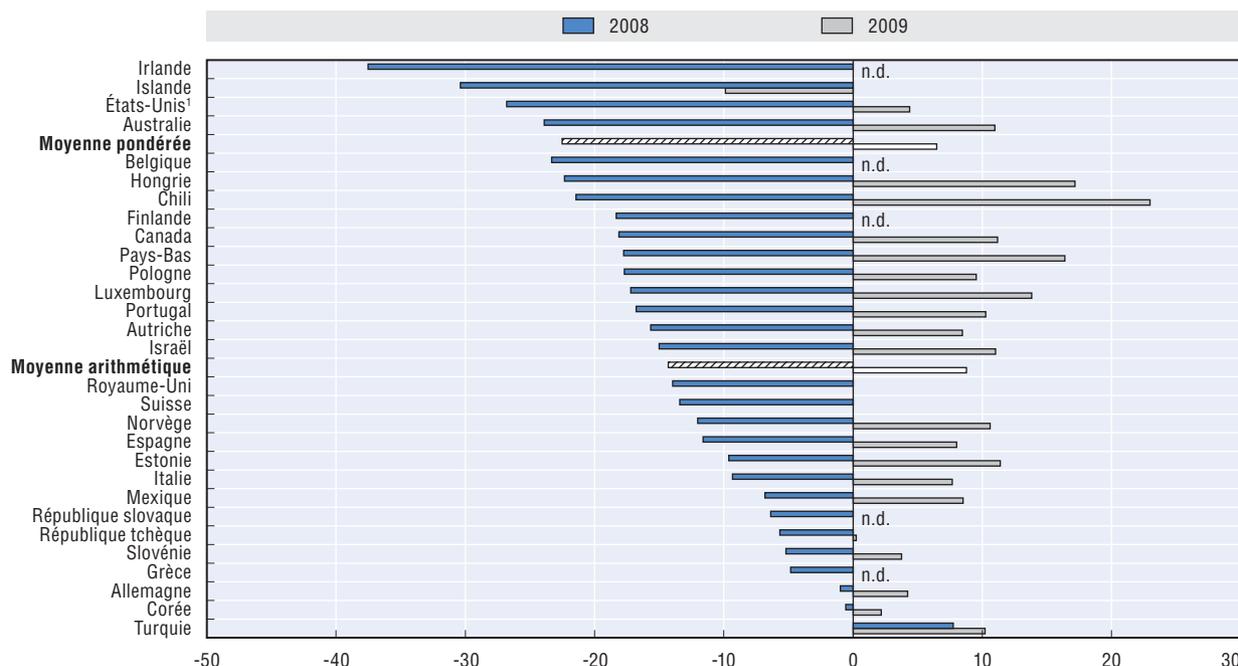
L'impact de la crise sur le rendement des investissements engagés par les fonds de réserve publics varie considérablement suivant les pays : certains fonds ont connu en 2008 des rendements fortement négatifs, inférieurs à -20 % (Irlande, Norvège, fonds de réserve pour les retraites français et Suède), tandis que d'autres ont enregistré des résultats positifs (Belgique, Espagne, États-Unis et Mexique). Fin 2009, tous les fonds pour lesquels les données sont disponibles ont affiché des taux de rendement nets réels des investissements positifs, compris entre 1.3 % au Mexique et 30.7 % en Norvège. En moyenne, les rendements ont été légèrement négatifs en 2008 et positifs en 2009 (si on les pondère par le total des actifs) et ils sont revenus de -2.0 % en 2008 à 6.2 % en 2009. Fin 2009, le montant total des actifs des fonds de réserve publics était en moyenne plus élevé qu'à la fin 2008 (+7.3 %) et qu'en décembre 2007 (+13.9 %).

Le redressement de 2009 constitue une avancée déterminante en vue de réparer les dommages provoqués par l'éclatement de deux bulles financières importantes dans la même décennie. Lorsqu'on les évalue sur une période d'investissement plus longue, les performances s'avèrent plus solides même si elles restent inférieures aux tendances constatées à long terme. Sur les cinq dernières années, le taux de rendement réel annuel s'inscrit en moyenne entre -0.6 % en Irlande et 4.1 % en Suède (6^e fonds AP). Dans les pays qui disposent de séries de données sur une période plus étendue, les résultats affichés sont légèrement meilleurs. Ainsi, sur les dix dernières années, le fonds de réserve de l'IMSS (Mexique) enregistre un rendement réel moyen de 3.4 % par an, tandis que celui du Fonds de réserve démographique, en Pologne, ressort à 5.9 % et que celui du Fonds de pension d'État, en Norvège, s'élève à 4.6 %.

Définition et mesure

Les rendements réels (après inflation) ont été calculés en utilisant les méthodes d'évaluation nationales.

Rendement net réel des investissements réalisés par les fonds de pension dans certains pays de l'OCDE, 2008-09 (en %)

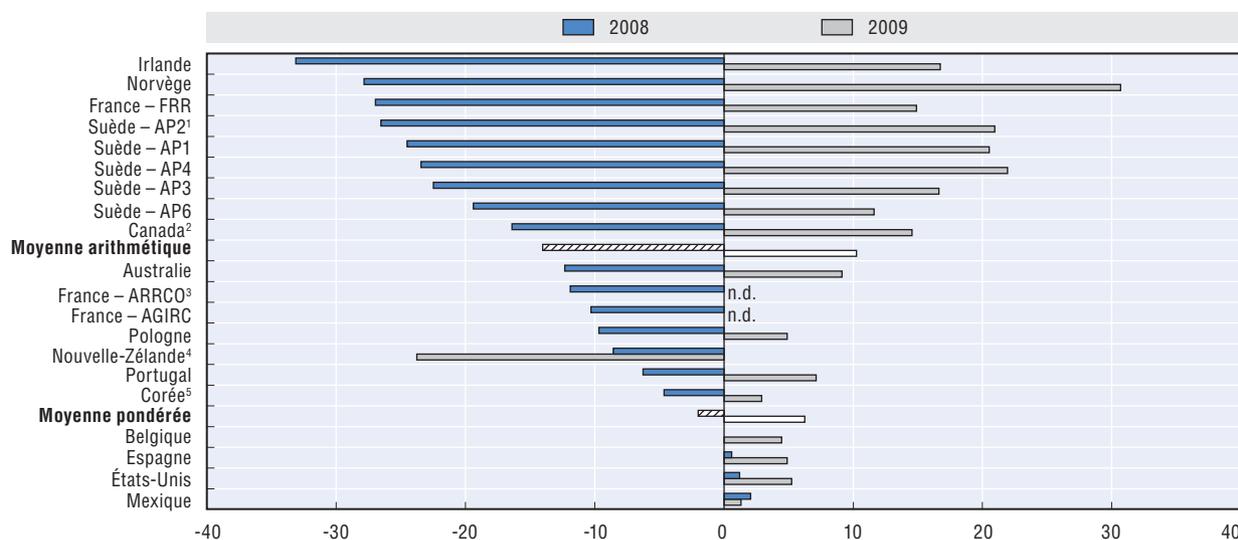


1. Les données de 2009 ne portent que sur la période janvier-juin 2009.

Source : Statistiques de pensions de l'OCDE au niveau mondial.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932547744>

Rendement net réel des investissements réalisés par les fonds de réserve publics dans certains pays de l'OCDE, 2008-09 (en %)



1. La Suède compte cinq fonds de pension nationaux (AP1 à AP4 et AP6).
2. Les données de 2009 portent sur l'exercice 2010, clos le 31 mars 2010.
3. L'AGIRC et l'ARRCO sont des organismes de retraite complémentaire obligatoires par répartition pour les employés et cadres et les ouvriers, respectivement ; ils disposent de réserves financières. Pour plus d'informations, consulter *Perspectives de l'OCDE sur les pensions privées 2008*.
4. Les chiffres portent sur le mois de juin pour les deux années.
5. Les données de 2009 portent sur la période janvier-mars 2010.

Source : Statistiques de pensions de l'OCDE au niveau mondial.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932547744>



Extrait de :

Pensions at a Glance 2011

Retirement-income Systems in OECD and G20 Countries

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/pension_glance-2011-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2011), « Rendement des fonds de pension et des fonds de réserve publics », dans *Pensions at a Glance 2011 : Retirement-income Systems in OECD and G20 Countries*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/pension_glance-2011-42-fr

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.